



CDAS du département de l'Aisne Communiqué intersyndical

Les organisations syndicales des Finances CGT, FO et Solidaires ont pris connaissance du projet de loi de Finances pour 2016.

Ce projet fait état d'un budget d'action sociale en baisse de 28 millions d'euros et de la suppression de la subvention à l'association ALPAF.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels. Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d'euros soit une perte pour les agents de 40 millions d'euros.

Les agents des Ministères Economiques et Financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en 10 ans et encore près de 2600 en 2016. Ils subissent des conditions de travail de plus en plus dégradées, le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'Action Sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les Ministres s'attaquent à l'Action Sociale et remettent en cause de fait, les prestations destinées aux agents.

Les Ministres ont délibérément masqué la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un total mépris du dialogue social. Nous ne pouvons l'accepter.

C'est pourquoi, devant cette absence de dialogue social tant au niveau des Ministres que du Secrétariat Général et ce mépris affiché en direction des agents, les syndicats des finances CGT, FO et Solidaires de l'Aisne ont décidé de ne pas siéger à ce CDAS.

Laon, le 9 mai 2016.